

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS, OPPOSITION
OFFICIELLE

AVRIL 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		PAGE
2	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2025-2026, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.	1
4	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 : a. le nom de toutes les campagnes ; b. les coûts de ces campagnes ; c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d. les dates de diffusion de la campagne ; e. les objectifs visés par chaque campagne.	2
8	Veillez nous fournir les mesures d'économies et les mesures en révision des programmes identifiés afin de respecter la cible de compression budgétaire fixée par le SCT au ministère de la Sécurité publique pour 2025-2026, ventilé par organisme.	3
272	L'effectif ainsi que la masse salariale du Tribunal administratif de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2025-2026	4
273	La liste des dirigeants du Tribunal, leur rémunération respective pour la période 2025-2026 ainsi que les augmentations prévues.	5
274	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2025-2026. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.	6
275	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2025, par catégorie et par origine.	7
276	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	8

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2025-2026, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Dates	Mandat	Membre Participant	Budget	Résultats
Comité de liaison	22 septembre 2025	Forum d'échange réunissant les principales parties prenantes en matière de déontologie policière (Tribunal, Commissaire, les principaux corps policier et les syndicats policiers)	Me Marc-Antoine Adam	0\$	1 réunion
Regroupement des présidents des tribunaux administratifs	26 janvier 2026	Forum d'échange regroupant les dirigeants des tribunaux administratifs québécois	Me Marc-Antoine Adam	0\$	1 réunion
Comité de pratiques des petits organismes	9 mai 2025 3 oct 2025	Forum d'échange sur les réalités des petits organismes publiques	Me Carole Beaulieu	0\$	2 réunion

Exercice du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 4 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 :

- a. le nom de toutes les campagnes ;
- b. les coûts de ces campagnes ;
- c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- d. les dates de diffusion de la campagne ;
- e. les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	DATES	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Affichage offre d'emplois de greffier-audiencier	2025-05-22 au 2025-07-22	Droit-inc	425 \$

Exercice du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 8 : Veuillez nous fournir les mesures d'économies et les mesures en révision des programmes identifiés afin de respecter la cible de compression budgétaire fixée par le SCT au ministère de la Sécurité publique pour 2025-2026, ventilé par organisme.

Le TADP concentre ses efforts d'économie à respecter les crédits octroyés chaque année malgré un déficit structurel au niveau de la rémunération. Les mesures annoncées par le Conseil du Trésor concernant les heures supplémentaires, le gel de recrutement et le renouvellement des emplois occasionnels sont appliquées. Aux mesures précédemment citées se sont ajoutées des mesures pour réduire ses dépenses de fonctionnement, en particulier au chapitre des frais de déplacement, notamment par le recours de greffiers-audienciers participant aux audiences en mode virtuel. Le Tribunal a mis en place un suivi serré de chaque poste de dépense pour en arriver à une dépense probable sous le crédit initialement octroyé pour le fonctionnement.

Exercice du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 272 : L'effectif ainsi que la masse salariale du Tribunal administratif de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2025-2026.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS ¹	MASSE SALARIALE ² (\$)
Président et membres	6	1 182 128 \$
Membres à temps partiel	2	47 432 \$
Professionnels (incluant avocats)	3	243 376 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	4	216 271 \$
Gestionnaire	1	96 850 \$

¹Niveau des effectifs au 31 janvier 2026

²Somme des salaires versés

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 273 : La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2025-2026 ainsi que les augmentations prévues.

NOM, PRÉNOM	TITRE	DÉBUT DU MANDAT	FIN DU MANDAT	RÉMUNÉRATION au 31 janvier 2025 (en \$)
Adam, Marc-Antoine	Membre / Président	2022-01-10	2027-01-09	236 000 \$
Bédard, Mélanie	Membre	2025-02-10	2030-02-09	161 595 \$
Côté, Isabelle	Membre	2024-01-07	2029-01-06	184 008 \$
Crevier, Edith	Membre	2024-11-29	2029-11-28	183 914 \$
Mc Mahon, Benoit	Membre	2023-11-16	2028-11-15	173 974 \$
Séguin, Sylvie	Membre / Vice-présidente	2022-01-10	2027-01-09	191 132 \$

Augmentations et bonis prévus : conformément aux orientations gouvernementales.

¹ Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 274 : Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux, etc.), durant la période 2025-2026. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.

ORIGINE	2025-2026 ¹	
	CITATIONS ²	RÉVISIONS
Sûreté du Québec	23	5
Corps municipaux	14	6
SPVM	11	4
Corps de police autochtone	4	-
Constables spéciaux	-	-
Contrôleurs routiers	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-

¹ Dossiers reçus en 2025-2026 au 31 janvier 2026.

² Il y a 2 dossiers qui incluait 2 corps de police différents.

* Note: En ce qui a trait au nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et à une sanction, veuillez vous référer aux rapports annuels de gestion du Tribunal administratif de déontologie policière

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 275 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2026¹, par catégorie et par origine.

ORIGINE	2025-2026		
	CITATIONS	RÉVISIONS	EXCUSES
Sûreté du Québec	-	-	-
Corps municipaux	-	-	-
SPVM	-	-	-
Corps de police autochtone	-	-	-
Constables spéciaux	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-	-

¹ En date du 31 janvier 2026. Il n'y a aucun dossier en suspens.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 276 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

Le délai moyen de traitement d'un dossier au Tribunal administratif de déontologie policière (Tribunal) dépend du délai encouru entre la réception de la citation, de sa mise au rôle, de la première journée d'audience, des remises accordées à la suite des demandes des parties pour des motifs sérieux, du nombre de jours d'audience requis, ainsi que du délai de délibéré. À cela s'ajoute le fait que lorsque le comportement de l'agent de la paix est jugé dérogatoire, le Tribunal doit tenir une deuxième audience et rendre une autre décision pour déterminer la sanction.

Le délai moyen de traitement des dossiers de citation (de la réception de la citation à la fermeture) a été de 27,91 mois pour l'année 2022-2023, de 27,37 mois pour l'année 2023-2024, de 22,48 mois pour l'année 2024-2025 et de 20,80 mois pour l'année 2025-2026¹. Aucun dossier n'a été suspendu en 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026².

La Tribunal a adopté le 1er janvier 2024 une directive sur la mise au rôle et la gestion des instances afin notamment de réduire les délais. Le délai de mise au rôle des dossiers reçus entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026 est de 119,94 jours alors que du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 il était de 127,60 jours et du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 le délai moyen entre la réception de la citation et sa mise au rôle était de 171,82 jours.

En ce qui concerne le délai moyen de délibéré pour les décisions au fond et les décisions fond/sanction en matière de citation³, il a été de 116,46 jours en 2022-2023, soit 3,83 mois, de 79,76 jours en 2023-2024, soit 2,62 mois, de 82,56 jours en 2024-2025, soit 2,71 mois et de 71,04 jours, soit 2,34 mois en 2025-2026⁴. Notons que, comme les deux dernières années, plusieurs dossiers ont fait l'objet d'un règlement, soit par une reconnaissance de responsabilité de l'agent cité ou par une demande de retrait de citation, raccourcissant d'autant les délais de délibérés. Par ailleurs, au début de l'année 2025, une juge à temps plein et deux juges à temps partiel ont intégrés le Tribunal, occasionnant des impacts au niveau des délais de délibéré vu leur formation.

Les objectifs prévus au plan stratégique 2022-2027⁵ du Tribunal tiennent compte de la complexité des dossiers en excluant du calcul les dossiers plus complexes et en prévoyant que 80% des décisions en matière de citation doivent être rendues dans un délai moyen de moins de 70 jours. En 2025-2026⁶, suivant ce calcul, le délai moyen de délibéré était de 39,15 jours comparativement à 52,38 jours en 2024-2025, de 49,05 jours en 2023-2024 et de 61,35 jours en 2022-2023.

¹ En date du 31 janvier 2026.

² En date du 31 janvier 2026.

³ Excluant les décisions sur sanction alors que dans le rapport annuel de gestion en reddition du plan stratégique, elles sont incluses.

⁴ En date du 31 janvier 2026.

⁵ Le Tribunal a prolongé d'une année son plan stratégique.

⁶ En date du 31 janvier 2026.